

==== Patinages et soumission, les deux positions des "opposants principaux à Macron"... ==== Partie 1 : MARINE LE PEN, la patineuse permanente.



En cette période de pré-rentrée parlementaire, les deux responsables politiques français qui s'autoproclament « principal(e) opposant(e) à Macron » viennent de donner au public – lors d'événements qu'ils ont eux-mêmes organisés – de nouvelles preuves irréfutables qu'il n'est pas possible de leur accorder la moindre confiance. Il s'agit bien sûr de :

- Jean-Luc Mélenchon, président de la France insoumise (FI), qui était à Marseille où se tenait l'université d'été de son mouvement, le samedi 25 août 2018.

- Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national (RN) qui était, quant à elle, en déplacement à la Foire de Châlons-en-Champagne (Marne), le vendredi 7 septembre 2018.

Dans cette première partie, nous analysons la nouvelle figure de "patinage politique" de Mme Le Pen en ce mois de septembre 2018.

Marine Le Pen, la patineuse permanente

Disons les choses clairement. Mme Le Pen croit être une fine politique :

1. parce qu'elle modifie sans vergogne son discours, au gré de chaque nouveau sondage ou de chaque élection dans un pays tiers,
2. parce que, suivant en cela les conseils des spécialistes de la manipulation mentale, elle prend un grand soin d'accompagner ces contorsions permanentes de l'utilisation de mots savamment ambigus pour embrouiller l'esprit de tout le monde,
3. et parce qu'elle pense que les Français sont suffisamment bêtes pour ne pas remarquer les grosses ficelles ainsi utilisées.

Rappelons-nous, par exemple, que, durant la campagne présidentielle de 2017, Mme Le Pen avait déclaré :
« **L'euro va mourir. Il faut envisager le retour à nos monnaies nationales** ». C'était le 19 avril 2017 sur RMC, quelques jours avant le premier tour.

Cette formule était calculée pour satisfaire les partisans de la sortie de l'euro, peu regardants sur les mots utilisés, et - « en même temps » comme dirait l'autre -, ne pas trop effaroucher les partisans du maintien dans l'euro.

En effet, dire qu'il « faut envisager » un retour à notre monnaie nationale n'engage pas plus que de dire qu'il « faut envisager » de faire un régime pour perdre des kilos superflus. Ce qui est perçu par les uns comme un engagement programmatique ferme n'est perçu par les autres que comme une promesse en l'air ou comme une perspective très lointaine que l'on ne ferait qu'accompagner si elle se produisait.

Onze jours après qu'elle eût ainsi « envisagé » un retour à notre monnaie nationale, Marine Le Pen fut qualifiée pour le second tour. Comme au patinage artistique, elle opéra alors un « double salchow arrière » qui médusa la



Double salchow arrière

Il faut dire que son entourage lui avait mis sous le nez un [sondage sorti du chapeau de la Fondation Robert Schuman](#), dont tout un chacun peut imaginer l'objectivité et la fiabilité... Ce sondage mirobolant annonçait qu'une partie écrasante de l'opinion publique serait majoritairement défavorable à la sortie de l'euro : 72% des Français y seraient opposés, 28% seulement y seraient favorables.

Du coup, celle qui affirme être l'opposante intransigeante à Macron et la championne sourcilleuse de l'indépendance nationale rangea son intransigeance et ses sourcils au vestiaire et affirma sans vergogne : « **Je pense que l'on peut parfaitement conserver l'euro comme monnaie commune** ». C'était le 30 avril 2017.

Les journalistes s'émurent de ce qu'ils ressentirent comme une volte-face de Mme Le Pen. Même Jean-Luc Mélenchon fut choqué, paraît-il, qu'elle puisse se contredire dans un intervalle aussi court, ce qui, venant d'un expert en contradictions en tout genre, n'était pas un mince compliment. Mais l'intéressée [réfuta crânement](#) avoir modifié sa position si peu que ce soit.

Détail regrettable, aucun expert ni aucun journaliste ne jugea utile de poursuivre l'investigation un peu plus loin. Personne ne demanda à la patronne du FN d'expliquer publiquement en quoi consisterait exactement cette « monnaie commune », ce qu'il adviendrait de la BCE, des centaines de milliards d'euros des soldes Target 2, etc. Mieux encore, personne n'eut la curiosité de lui demander comment elle parviendrait à imposer un pareil changement, sachant qu'il lui faudrait obtenir pour cela l'accord unanime des 26 autres États de l'Union européenne (après le départ britannique) pour modifier de fond en comble le Traité sur l'Union européenne et le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Passèrent encore quelques mois. Après être parvenue, non sans mal, à faire passer son sabotage du second tour par profits et pertes aux yeux de son entourage, Marine Le Pen confirma au public sa soudaine lune de miel avec la monnaie européenne. Le 22 septembre 2017, elle [annonça officiellement sur BFM-TV](#) que « **la sortie de l'euro n'est plus un préalable** ».



Plus fort encore : selon des propos rapportés par le magazine *Valeurs Actuelles* du mercredi 11 octobre 2017, la patronne du FN affirma carrément que, « **dans de nombreux domaines, on peut améliorer la vie quotidienne des Français sans quitter l'Europe ni l'euro** ».

Cette affirmation pathétique, sonnante comme une capitulation idéologique, aurait pu tout aussi bien sortir de la bouche d'un Laurent Wauquiez ou d'un Benoît Hamon. Elle conduisit tous les médias à en conclure avec ravissement, comme Europe 1, que, « **au FN, l'hypothèse du Frexit est définitivement enterrée** » :



L'utilisation bien imprudente de l'adverbe « définitivement » témoigna au passage que les journalistes politiques semblent n'avoir toujours pas compris que les contorsions programmatiques et les ambiguïtés sémantiques constantes sont au cœur du patinage politique trompeur et politicard du « RN-ex-FN », comme elles le sont aussi à En Marche, LR, PS ou FI.

Seulement voilà. La nomination d'un gouvernement « populiste » en Italie le 1^{er} juin 2018 et la forte progression de l'extrême-droite suédoise prévue pour le scrutin du 9 septembre ne pouvaient pas laisser indifférente [notre « nouvelle Jeanne d'Arc »](#) à géométrie variable.



Triple axel

Le vendredi 6 septembre 2018, Mme Le Pen a donc repris ses figures de patinage artistique. À l'issue d'un « triple axel », elle a enrichi la manipulation politique du FN d'une nouvelle trouvaille sémantique : elle [a affirmé](#) que les prochaines élections européennes seraient l'occasion de « **mettre un coup d'arrêt** » à l'UE et de « **faire basculer la majorité** » au Parlement européen.

LA CROIX

afp , le 07/09/2018 à 12h32

Mis à jour le 07/09/2018 à 12h32

Elections européennes: Marine Le Pen veut mettre "un coup d'arrêt" à l'UE



Si l'on comprend bien, **Mme Le Pen nous propose donc maintenant de rester dans l'UE tout en... y « mettant un coup d'arrêt » !**

Imagine-t-on la « Pucelle d'Orléans » affirmer que « *bouter les Anglois hors de France n'est plus un préalable* » tout en précisant qu'il faut « *mettre un coup d'arrêt à la présence des Anglois sur le sol de France* » ? Même l'évêque Cauchon en aurait perdu son latin.

Imagine-t-on un conjoint, dont la vie conjugale est devenue un enfer, s'exclamer qu'il est « *hors de question de divorcer* » mais qu'il faut « *donner un coup d'arrêt à ce mariage* » ? Qu'en penserait le juge des affaires matrimoniales ?

La manœuvre de Mme Le Pen est ainsi, encore et toujours, de la même eau : en affirmant une chose et son contraire, elle espère attirer dans sa besace à gogos les partisans du divorce et les adeptes du mariage indissoluble.

Comme à l'accoutumée, nul journaliste n'a cru bon de demander à Mme Le Pen de préciser au public ce qu'elle entend exactement par l'idée de « mettre un coup d'arrêt à l'Union européenne », et encore moins de lui demander comment elle comptait y parvenir avec les 26 autres États-membres.

La seule chose qui soit sortie clairement de ce propos de bateleur, c'est que pour parvenir à ce « coup-d'arrêt-tout-en-restant-dedans », la patronne du « RN-ex-FN » table sur le « basculement de la majorité » au Parlement européen.

Mais là encore, nul journaliste n'a jugé utile de décortiquer cette pensée grandiose. Il aurait été pourtant passionnant qu'elle nous explique avec quels autres parlementaires européens les députés « RN-ex-FN » s'y prendraient-ils pour constituer cette « majorité au Parlement européen » déterminées à « donner un coup d'arrêt » à l'UE.

- Avec les parlementaires italiens soutenant l'actuel gouvernement de Rome ?

Manque de chance, les deux vice-présidents du Conseil, MM. Salvini et di Maio, viennent soudain de faire volte-face, en parfaits « souverainistes » qu'ils sont, pour [assurer en chœur le 8 septembre](#) qu'il s'agit de « *respecter les contraintes européennes* » (Matteo Salvini, Liga), pour « *ne pas détruire l'Europe* » (Luigi Di Maio, Mouvement 5 étoiles).

- Avec les parlementaires grecs soutenant l'actuel gouvernement d'Athènes ?

Manque de chance, le Premier ministre Alexis Tsipras [vient de dénoncer, le 11 septembre](#), précisément au Parlement européen, le « monstre du populisme ».

- Avec les parlementaires britanniques partisans du Brexit ?

Mais il n'y aura justement plus de parlementaires britanniques dans le prochain Parlement européen.

- Avec les parlementaires polonais et hongrois soutenant les actuels gouvernements de Varsovie et Budapest ?

Mais ils sont bien trop peu nombreux pour pouvoir constituer une majorité au niveau européen avec les parlementaires RN-ex-FN !

En bref, Mme Le Pen n'en a pas fini des contorsions et des approximations qui lui ont déjà fait perdre toute crédibilité lors de la présidentielle.

Du reste, même en supposant qu'un jour arrive où le parlement européen soit majoritairement rempli de parlementaires « souverainistes » ou « eurocritiques », encore faudrait-il que tout ce monde partage la même vision de ce qu'il faudrait faire pour que le propos de Mme Le Pen ait du sens.

Cela revient donc à entretenir une nouvelle fois l'illusion qu'une « autre Europe », plus juste et plus conforme aux intérêts de la France, serait à portée de main.

Mme Le Pen recycle ainsi, encore et toujours, la même idée trompeuse sous-jacente : à savoir qu'il serait possible de trouver des accords mutuellement bénéfiques (en matière agricole, économique, industrielle, environnementale, de protection des frontières, de protection sociale, etc.), entre 27 gouvernements d'États aux intérêts

Conclusion : Si « coup d'arrêt » il doit y avoir, c'est à la duperie politique de la SARL Le Pen

Quand donc Mme Le Pen et ceux qui l'entourent admettront-ils enfin publiquement qu'en vertu de l'article 48 du Traité sur l'Union européenne (TUE), il faut l'unanimité des États membres pour modifier les traités en vigueur ? Et que, dès lors, toute profonde réorientation de la prétendue « construction européenne » dans un sens favorable aux intérêts des Français, et donc au détriment des 26 autres intérêts nationaux, n'arrivera jamais.

Empêtrée dans des affaires juridico-financières et dans une fronde interne qui ne désarme pas, Mme Le Pen a-t-elle un projet juste, équilibré, rassembleur, pérenne et historique pour la France ? Ou bien sélectionne-t-elle les figures de "patinage politique" en fonction des sondages et des élections, dans le seul but de faire vivre une entreprise familiale captant à elle les mandats électoraux et les subventions publiques, au moment même où les déboires financiers la contraignent à serrer impitoyablement la vis aux militants du FN sur le terrain ?

La réponse est claire. Même les meilleurs patineurs, à force d'enchaîner des figures de plus en plus contorsionnées, finissent par chuter.

Si « coup d'arrêt » il doit y avoir, c'est un coup d'arrêt aux figures de patinage politique incessantes qui

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
camouflent la duperie politique de la SARL Le Pen et l'enfumage permanent des Français dont elle vit.

Yavar Siyahkalroudi

Chargé de mission auprès du Président de l'UPR

15 septembre 2018

Relu par François Asselineau

